

Kazakhstan et Kirghizistan : entre conformité et résistance

Alexander Wolters¹

Les républiques d'Asie centrale, malgré des similitudes, se distinguent par leur développement et leur configuration sociopolitique. Au Kazakhstan, l'opposition est contenue par un régime populiste et répressif et par un réflexe historique d'approbation populaire. Au Kirghizistan, un champ politique plus ouvert autorise la contestation, mais la docilité et l'instrumentalisation de la société civile la discréditent auprès de la population.

L'Asie centrale n'est pas visible dans les discours des altermondialistes et n'est pas le terrain d'action populaire, écologique, anticapitaliste ou pro-indigène. En fait, en dépit d'une pauvreté répandue dans de larges fractions de la population, de pénuries de terres, d'un accès limité à l'eau et d'un chômage de masse qui frappe la jeunesse, aucune forme structurée de mécontentement social n'est actuellement décelable dans les républiques d'Asie centrale. En examinant les conditions de protestation dans ces anciennes colonies soviétiques, nombre d'observateurs mettent en évidence un faible niveau de confiance sociale et des conditions extrêmement défavorables pour une action cohérente.

Le régime soviétique, du début des années 1920 jusqu'en 1991, a compromis toute idée d'action et de contestation collectives et a vidé de son sens la notion de lutte des classes dans les conflits

1. Docteur en sciences sociales et culturelles à l'Université européenne Viadrina à Francfort (Allemagne), spécialiste des conflits politiques et de l'espace public au Kirghizistan.

politiques. Les analystes informés confirment généralement cette impression. Au Kazakhstan, le gouvernement populiste est parvenu à tempérer toutes les formes de contestation. Au Kirghizistan, les protestations populaires sont aujourd'hui devenues une forme discréditée de communication publique, du fait des affrontements interminables qui ont opposé les différentes factions politiques depuis dix ans.

Cela étant, malgré la faiblesse des mobilisations et de leur écho dans les discours globaux, des formes de résistance existent en Asie centrale. En outre, la région connaît des différences notables en termes d'expériences et de conditions d'articulation des revendications sociales. Cet article, étudiera les cas du Kazakhstan et du Kirghizistan, pour illustrer ces différences.

Kazakhstan : la contestation inédite d'un régime populiste et répressif

La croissance économique de ces dernières années a permis à de larges franges de la population du Kazakhstan de connaître une certaine réussite personnelle, après les années de dépression socio-économique qui ont suivi l'indépendance. Le PIB s'élève aujourd'hui à 12 000 dollars par habitant et ce développement fait du pays une destination de choix pour les travailleurs migrants des républiques limitrophes. De surcroît, la liberté de mouvement, l'accès à une meilleure éducation et la perspective de trouver un emploi dans l'industrie pétrolière et gazière en plein développement offrent aux jeunes des possibilités de carrière.

Le développement économique entraîne une stabilité politique au Kazakhstan. Le président Nazarbaev n'est pas contesté et sa réputation s'améliore, en dépit de l'attribution de postes au sein du *big business* à des membres de sa famille et de l'enrichissement éhonté d'une élite d'État déconnectée de la société. Des élections sont organisées, mais elles relèvent plus du culte de la personnalité et de la célébration des mesures entreprises. Les critiques sur les plans intérieurs et extérieurs ne mènent quant à elles à aucune action d'opposition durable. La stabilité politique du Kazakhstan ne résulte toutefois pas de la seule approbation populaire, mais est également causée par des mesures répressives : l'accès à internet, par exemple, est limité, les journaux critiques de l'opposition muselés et leurs éditeurs traînés en justice. Pendant le « printemps

arabe », le régime s'est préparé au pire et à préventivement empêché l'accès à des sites critiques, tels Radio Free Europe ou la BBC.

Les possibilités de troubles sociaux existent pourtant au Kazakhstan. Tout d'abord, des centaines de milliers de migrants vivent dans des conditions précaires et font constamment face à des menaces de déportation, à cause de leur statut illégal. Ensuite, 10 % de la population ne gagnent pas le minimum nécessaire pour mener une vie décente. La richesse est également distribuée de façon inéquitable entre les différentes régions : les populations des provinces productrices de pétrole de l'ouest gagnent trois fois plus que les habitants des régions agricoles du sud.

À tout le moins, de telles formes d'exclusion sociale et le dénuement en termes absolus et relatifs ouvrent à nouveau la question de la justice sociale dans la république. La classe montante des riches et des super-riches, les réseaux de corruption entre les fonctionnaires kazakhs et les multinationales et leur exploitation prédatrice des ressources nationales d'énergie fossile illustrent le fossé béant qui se creuse entre les riches et les pauvres. L'éclatement de la bulle immobilière durant la crise de 2008 et les protestations des petits exploitants ruinés qui ont suivi, ainsi que les événements tragiques de la ville de Zhanaozen en décembre 2011, illustrent la fragilité de la paix sociale.

Le récit de ces événements, les affrontements sanglants entre les ouvriers de l'industrie pétrolière en grève et les forces de police permettent de définir plus précisément les possibilités et les limites de l'organisation du malaise social au Kazakhstan. Plus intéressant, ce conflit informe du rôle nouvellement dévolu aux syndicats comme catalyseurs des protestations sociales. À partir de 2011, Zhanazoen, une ville de la province occidentale de Mangystau, est devenue le théâtre d'une grève des employés d'une installation de production de pétrole gérée par une *joint-venture* de la compagnie pétrolière d'État, la KazMunayGaz (KMG) et la compagnie chinoise Citic.

Les revendications n'avaient rien d'exceptionnel dans un tel contexte : les travailleurs demandaient une amélioration des salaires, de meilleures conditions de travail, et, à peine moins habituel, la reconnaissance de syndicats indépendants. Malgré des revendications assez classiques, cette protestation était inédite dans l'histoire kazakh d'après l'indépendance. Elle a rassemblé des milliers de participants à son apogée (dans le courant du mois de juin),

s'est poursuivie pendant des mois et s'est transmise, par effet de contagion, à un autre site de production géré par KMG et la firme italienne ENI.

La direction de KMG n'a pas voulu s'engager dans une concertation à propos des salaires et a réagi au moyen de mesures punitives. Des travailleurs ont été renvoyés, des actions en justice ont été intentées contre les principaux meneurs et certains de leurs porte-parole, notamment l'avocate Natalya Sokolova, ont été réduits au silence par le biais de procès truqués. Sokolova a été accusée d'incitation au désordre social, condamnée à six ans de prison, lesquels seront suivis d'une interdiction de trois ans de pratiquer sa profession d'avocate. Le parti pris manifeste en faveur de l'État dans cette affaire et le soutien tacite de la direction des firmes ont finalement politisé le conflit et retourné les ouvriers contre l'élite de la république.

Dans un mouvement de protestation symbolique en août, des centaines d'ouvriers ont renoncé à leur adhésion au parti au pouvoir, Nur Otan, et ont publiquement exigé la libération de leur porte-parole sous les verrous. Plus tard durant l'été 2011, les ouvriers du secteur pétrolier d'autres parties du pays ont organisé des grèves de solidarité et un petit groupe d'activistes, conduit par le Mouvement socialiste du Kazakhstan, a organisé un meeting de soutien aux grévistes. Des actions de ce type sont toutefois restées isolées en raison de la censure sévère mise en place par les organes locaux du parti à Zhanaozen, peu désireux que le reste du pays apprenne le déroulement des événements.

Lorsqu'à la fin de l'automne 2011, seul un petit groupe d'un millier de travailleurs continuait à résister, refusant leur démission et réclamant la justice, le gouvernement d'Astana pensait avoir résorbé le conflit. La situation est néanmoins restée tendue jusqu'à aujourd'hui : en raison de la pugnacité des grévistes, les marges bénéficiaires des firmes ont chuté et plusieurs centaines de millions de dollars ont été perdues par KGM et ses partenaires. Alors que la situation stagnait, une décision des autorités a déclenché une confrontation ouverte.

Le 16 décembre, l'administration à Zhanaozen avait prévu d'utiliser une place du centre-ville, précédemment occupée par les ouvriers, pour célébrer le vingtième anniversaire de l'indépendance. Les protestataires ont envahi la place et détruit les équipements, et les troupes de police ont ouvert le feu et tué plusieurs grévistes

dans le tumulte qui a suivi. L'État prétend qu'il y a eu 15 victimes, tandis que d'autres sources donnent un nombre largement supérieur. La ville a été immédiatement bouclée, internet bloqué et l'état d'urgence décrété pour vingt jours. Depuis ces événements, la ville et sa région ont été placées sous surveillance. De nombreux tribunaux ont été mis en place, pour juger tant des émeutiers que des officiers de la police ayant fait preuve de mollesse, et les ont déclarés coupables et condamnés à de lourdes peines de prison.

Les poursuites de ces tribunaux ont déclenché d'autres vagues de protestation et le Premier ministre Karim Masimov a même rendu visite, en juillet 2012, aux proches des condamnés qui protestaient contre ces peines et demandaient la libération des inculpés. Le conflit de Zhanaozen a été un point décisif dans l'histoire kazakh récente et a lancé un mouvement de contestation politique qui continue à défier le *statu quo*. Plus important, il a montré les limites d'un mode de gouvernance populiste, paternaliste et répressif.

Plus significatif encore, depuis les événements de Zhanaozen, les ouvriers et leur syndicat ont trouvé de nouvelles forces et se plaignent ouvertement des bas salaires et des mauvaises conditions de travail. De nouvelles formes de négociation collective ont ainsi été éprouvées. Par exemple, en juillet 2012, le producteur d'acier Arcelor Mittal Temirtau a atteint un accord avec le syndicat des ouvriers des mines et de la métallurgie de la république du Kazakhstan (Trade Union of Mining & Metallurgy Workers of Republic of Kazakhstan, TUMM) pour augmenter les salaires de 10,4%. Le syndicat demandait une augmentation de 30% quand les premières grèves ont été organisées dans la ville de Temirtau, dans la région de Karaganda, en juin 2012.

Le TUMM était précédemment passé par la voie conventionnelle – des négociations aux concessions – durant l'automne 2011 et avait organisé un rassemblement de masse à Temirtau en mai 2012, le tout en vain. La grève était donc la suite logique de ce processus. De surcroît, le syndicat n'a pas seulement renforcé sa position au niveau national, il a également tenté de créer des liens de solidarité internationale et a récemment rejoint le Mouvement global des syndicats des travailleurs des mines, de l'énergie et de l'industrie. Cet engagement des syndicats est nouveau dans le paysage politique du Kazakhstan. Il reste à voir si des liens de solidarité pourront s'étendre et se connecter à d'autres couches de la société.

Entre-temps, le régime politique devra trouver des méthodes autres que la répression pour répondre à ce défi.

Instrumentalisation et docilité de la société civile kirghize

Le cas kirghize est très différent du premier étudié, en termes de contestation sociale. La petite république montagnaise a connu une certaine instabilité politique ces dix dernières années. Son économie se remet encore aujourd'hui de la soi-disant seconde révolution en avril 2010 qui a fait tomber le régime autoritaire du Président Kourmanbek Bakiev. La société a aussi souffert des tragiques événements d'Osh en juin 2010, quand des affrontements entre Kirghizes et Ouzbeks ont fait des centaines de morts et ont détruit des milliers de foyers et déporté d'innombrables personnes.

Les conséquences en ont été dramatiques et les données d'économie générale démontrent que la pauvreté touche toute la république, contrairement au Kazakhstan. Le PIB par habitant aujourd'hui tourne autour de 2 200 dollars et la moitié de la population doit subsister avec moins de 2 dollars par jour. Dans un tel contexte socio-économique, beaucoup, surtout parmi les jeunes, sont forcés de migrer vers la Russie ou le Kazakhstan pour trouver de meilleures opportunités.

Ce qui distingue cependant le Kirghizistan est son système politique ouvert et le large spectre de compétition qui existe à son sommet. L'opinion publique pèse réellement sur l'agenda politique et se scandalise régulièrement des indiscretions de l'élite politique par le biais des nouvelles technologies de l'information. De façon surprenante, ce champ singulier de la contestation politique a des effets paradoxaux en Asie centrale en termes de possibilités d'expression de la contestation sociale.

D'un côté, la protestation est facile à organiser dans tout le pays et la sphère publique n'est pas préservée. Pas une semaine ne se passe sans que surgisse un scandale, une accusation à l'encontre de l'élite politique ou une demande de démission. Les nouveaux venus au pouvoir, le président Almaz Atambaev et son gouvernement, ont cherché à renforcer cette tendance et à instaurer un nouveau cycle de lutte contre la corruption qui, pour la première fois dans l'histoire du pays, a conduit à l'arrestation d'officiels hauts placés.

De l'autre côté, une histoire d'une décennie de protestations de rue et de manifestations truquées et instrumentalisées a laissé le peuple kirghize extrêmement suspicieux envers toute forme

de protestation sociale. Chaque manifestation rencontre le même scepticisme. Pour se faire entendre, elle doit parvenir à apparaître comme une revendication politique authentique. Par exemple, ni les groupes nationalistes qui ont haussé le ton après les événements d'Osh, ni les réformateurs libéraux des hauts échelons politiques ne peuvent espérer mobiliser d'importants groupes de sympathisants. Ils sont plutôt perçus comme l'émanation des factions corrompues au sein de l'élite politique, faisant usage de positions idéologiques à des fins privées.

La combinaison de ces deux facteurs fait que la protestation sociale au Kirghizistan ne rencontre pas d'obstacles majeurs pour s'articuler, mais bien pour mobiliser des sympathisants, au-delà des petits groupes de convaincus. Le problème devient compréhensible si on examine de plus près le contexte dans lequel les acteurs de la société civile doivent opérer.

La république contient la plus grande variété et le plus grand nombre d'organisations de la société civile en Asie centrale. Les fameux « chiens de garde » des droits de l'homme comme la Coalition pour la démocratie et la société civile ou Kylym Shamy (« la torche du siècle ») scrutent les activités du gouvernement. Les associations du barreau fournissent de l'aide légale à ceux qui en ont besoin, les ONG liées à la jeunesse tentent de réveiller les consciences pour une génération bientôt perdue, et les ONG orientées vers le secteur social prennent soin des personnes âgées et des personnes infectées par le sida.

Après vingt ans d'expérience, beaucoup ont trouvé des financements auprès des donateurs internationaux. Ils parviennent à aligner leurs actions sur les préoccupations internationales et ils utilisent de plus en plus les nouvelles formes de communication pour diffuser leurs messages. La société civile est désormais devenue un acteur de poids dans la vie publique au Kirghizistan que l'élite politique ne peut plus ignorer et avec qui elle a dû apprendre à coopérer.

En dépit de cela, les acteurs non étatiques au Kirghizistan doivent continuellement lutter pour ne pas perdre leur crédibilité. Tout d'abord, la dépendance persistante de l'aide étrangère, surtout occidentale est une source de controverses et les ONG doivent faire face à des critiques qui les accusent d'obéir à un agenda impérialiste caché. Depuis que les fondations américaines comme NDI (National Democratic Institute), IRI (International Republican Institute), Soros ou USAID (US Agency for International Development) ont interféré

lors de « la révolution des tulipes » en mars 2005, elles sont désormais interrogées, ainsi que leurs relais locaux, sur leur influence dans les affaires intérieures du pays.

Deuxièmement, les donateurs ont orienté l'agenda de la société civile. Pour obtenir les précieux fonds, les organisations consacrent ainsi plus d'attention aux questions politiques et sociales jugées pertinentes à l'étranger, mais qui ne correspondent pas toujours aux besoins intérieurs. Par exemple, les ONG liées aux droits de l'homme représentent souvent pour les prisonniers politiques au Kirghizistan la seule chance de prouver leur innocence dans une ambiance publique chargée d'émotions. Le cas de l'activiste ouzbek Azimjon Askarov, qui a été condamné à une longue peine d'emprisonnement pour avoir soi-disant participé aux affrontements en juin 2010, peut servir d'exemple.

Les ONG locales comme Citoyens contre la corruption, soutenues par la communauté internationale, continuent à aider Askarov pour qu'il obtienne une révision de son jugement. Une telle action est inestimable, mais d'autres groupes socialement exclus, peinent à trouver la moindre représentation au sein des acteurs de la société civile. Depuis, les habitants des nouveaux bidonvilles périphériques de Bichkek qui manquent d'un accès à la terre, à l'eau, à l'éducation et aux soins de santé, ainsi que les nombreux sans-abri et orphelins grossissent les groupes de ceux qui ne peuvent faire entendre leur voix, hormis peut-être durant les périodes électorales.

Troisièmement, et de façon plus importante, les formes civiles traditionnelles de représentation se sont également appauvries. Les agriculteurs et les ouvriers ne peuvent pas compter sur leur fédération ou syndicat. Les problèmes susmentionnés de critique publique excessive deviennent désastreux.

La vague nationale de protestations de la part des professeurs et l'hiver 2010 sont deux exemples qui illustrent les limites de la résistance sociale dans le pays. En décembre, les enseignants, soutenus par les médecins, sont descendus dans les rues pour exiger une élévation de leur salaire, parce que celui-ci ne leur permettait plus de subsister, après vingt ans de négligence systématique. Cela a été un développement unique et remarquable en Asie centrale et les représentants des syndicats ont vite réagi pour redorer leur blason et gagner en influence.

Très vite, cependant, des querelles entre les syndicats en compétition sont apparues et leur droit à représenter les enseignants

a été contesté. Finalement deux d'entre eux, le comité central du syndicat des travailleurs de l'éducation et le Syndicat indépendant des enseignants, ont sabordé leur position et perdu la confiance de leurs affiliés et de l'opinion publique. L'augmentation des salaires, finalement décrétée par le gouvernement en mai 2011, a marqué une victoire pour les groupes informels d'enseignants.

Ce bref épisode témoigne des contraintes qui pèsent sur les acteurs de la contestation sociale au Kirghizistan. Les revendications publiques sont autorisées, mais le danger est que celles-ci soient l'objet de manipulation politique ou la cible de pratiques corrompues, discréditant alors toute forme de prise de position publique. Dans ce contexte, la société civile se limite aux travailleurs des ONG qui suivent généralement les conseils et les programmes des bailleurs étrangers, les obligeant par ailleurs à se justifier continuellement face à un discours intérieur plutôt anti-américain.

La méfiance de l'opinion publique combinée à un système politique très ouvert contribue à l'exclusion de larges fractions de la population. Les innombrables sans-terre, les migrants, et plus encore les sans-abri, les toxicomanes, les orphelins, les ouvriers des décharges de Bichkek et les mineurs illégaux des houillères du Sud du pays peuvent à peine faire entendre leurs voix.

Depuis les événements d'Osh en juin 2010, il faut ajouter à cette liste la minorité ouzbek. Les décideurs politiques semblent en effet plus enclins à plaire à un public kirghize nationaliste et revanchard que d'œuvrer à la coexistence pacifique entre les groupes sociaux. Des efforts pour améliorer la situation sont néanmoins entrepris et de nouvelles initiatives émergent chaque jour, permettant d'espérer que les réformes politiques et les programmes sociaux seront menés à terme pour répondre aux besoins des populations exclues.

De telles opportunités rendent la situation au Kirghizistan exceptionnelle, en comparaison avec les autres républiques d'Asie centrale. Là, les exclus souffrent de conditions désespérées, à cause de régimes politiques qui conservent une mainmise autoritaire sur leur population et interdisent toute forme de grogne populaire. À l'exception de quelques ONG et mouvements sociaux de terrain, aucune société civile réelle et aucun mouvement international en faveur des sans-terre n'existent en Ouzbékistan, au Turkménistan ou au Tadjikistan. Les seules forces à mêmes de rassembler les voix des pauvres, et les seuls catalyseurs identifiables pour une résistance sociale sont les groupes religieux.

De plus en plus de gens se rapprochent de l'islam et voient en lui un nouveau terrain pour formuler leurs revendications à l'encontre des élites dominatrices et kleptocrates. En contraste avec le mu-tisme des confréries islamiques dans les pays touchés par le « printemps arabe », on peut conclure que les réseaux islamiques en Asie centrale pourraient servir de solide base pour articuler et agréger le mécontentement social et le transformer en mouvements de protestation dans le futur.

Traduction de l'anglais : Quentin de Ghellinck